

## L'INFLATION A MADAGASCAR: SITUATION ET TENDANCE

### ***POLICY BRIEF***

#### **Partie 1 Précis sur l'inflation**

##### ***1-1 Qu'est ce que l'inflation ?***

L'inflation se matérialise par une hausse générale, durable (plus de 3 mois) et cumulative des prix. Elle est due à des déséquilibres dans l'économie.

##### ***1-2 Type d'inflation***

Etant donné que les impacts socio économique de l'inflation dépendent de son taux, ce dernier détermine la classification des inflations:

- L'inflation larvée: moins de 5%<sup>1</sup>
- L'inflation ouverte: de 5% à 10 %
- L'hyper inflation: plus de 10%

Les contextes dans lesquels elles ont pris naissance différencient aussi les inflations:

- L'inflation de développement (ou de croissance) provient des forts investissements
- L'inflation de sous développement provient de la pénurie

Enfin, l'inflation peut être conjoncturelle ou structurelle.

##### ***1-3 Sources d'inflation***

L'inflation peut provenir de différentes causes qui ne s'excluent pas:

- Le niveau de la demande est supérieur à celui de l'offre (pull inflation)
- Hausse des coûts de production qui se répercute sur les prix à la consommation (push inflation)
- Hausse de la masse monétaire plus importante que la production (planche à billet ou trop de crédits accordés aux agents économiques)
- Inflation importée due à la hausse des prix des produits importés faiblement substituables suite à une dévaluation<sup>2</sup> ou à une inflation chez les partenaires commerciaux.
- Inflation budgétaire due à une croissance des dépenses publiques financées par création monétaire.

- Inflation des profits qui se caractérise par la hausse des prix afin de maintenir un profit.

Ces formes d'inflation dépendent des types de marchés (monopoles, oligopoles, concurrentiels, oligopsones, monopsones)

##### ***1-4 Les différents moyens de lutte contre l'inflation du côté de l'Etat***

- L'Etat réduit la masse monétaire en augmentant le taux d'intérêt (taux d'escompte), les réserves obligatoires ou en vendant des titres afin de réduire les liquidités en circulation.

- L'Etat baisse les dépenses publiques (politique de stabilisation) en vue de baisser la demande globale.

- Il peut inciter à une hausse des investissements à forte productivité afin d'accroître l'offre (politique structurelle).

- Enfin, dans un système libéral, l'Etat a le devoir de promouvoir et défendre la concurrence et l'information des consommateurs (affichage des prix, contrôle de qualité, prévention des hausses masquées des prix par l'application des normes).

##### ***1-5 Fixation des prix***

Une partie des consommateurs se pose la question, à juste titre, sur l'efficacité du système libéral selon lequel c'est la loi du marché qui fixe les prix. Que se passera-t-il si les prix sont fixés d'une façon exogène ?

Afin de simplifier, supposons qu'il s'agit de fixer le prix d'un bien donné. Les réponses à la question précédente dépendent de l'écart entre ce prix fixé et le prix du marché.

Cas 1: Souvent, la fixation des prix est décidée par les autorités. Il se pourrait qu'afin de préserver un faible écart entre les 2 prix, l'Etat agit du côté de l'offre par l'intermédiaire des baisses fiscales ou des subventions. Ainsi, le surplus d'offre maintient le prix du marché à peu près au même niveau que le prix fixé.

Cas 2: Si le prix du marché qui est le résultat de la confrontation entre l'offre et la demande s'écarte trop du prix fixé (la plupart des cas le premier est plus élevé que le dernier), alors l'entorse à la loi du marché va provoquer des pénuries se matérialisant par les longues files d'attentes et les ruptures de stocks. Parallèlement à cela, les marchés noirs vont se développer.

A Madagascar, après l'échec du système des prix fixés de 1976 à 1983, les autorités ont opté pour la libéralisation des prix sauf pour les produits stratégiques tels que les carburants, l'eau et

<sup>1</sup> Dans les pays développés les seuils sont nettement plus bas à cause des impacts néfastes dès que le taux d'inflation dépasse 2% ou 3%.

<sup>2</sup> La causalité entre variations des prix et variations du taux de change est réciproque

l'électricité. Les prix de ces derniers sont administrés afin d'amortir les brusques hausses qui peuvent avoir des conséquences néfastes sur les conditions de vie de la population.

### **1-6 L'inflation n'est pas qu'une mauvaise chose**

Comme l'inflation est due à un déséquilibre, il est fort probable que le développement doive s'accompagner par un déséquilibre afin de donner une accélération aux activités économiques. L'inflation sert aussi de piment à l'économie car elle encourage la consommation présente de ceux qui ont le choix entre épargner ou consommer. Elle décourage la thésaurisation car cette dernière n'est pas rémunérée. Le coût économique de la thésaurisation est proportionnel au taux d'inflation. Par contre, la difficulté réside à l'atteinte du taux d'inflation idéale (la quantité de piments idéale pour un plat de riz bouillis aux brèdes ?).

### **1-7 Qu'est ce qu'une déflation, une stagflation (slumflation) ?**

Une déflation est la diminution générale à cause de la baisse de la demande qui entraîne aussi une baisse des activités économiques. Il se pourrait aussi qu'elle est due à la baisse de la masse monétaire.

Par rapport à 2002, la demande globale de 2003 est en hausse. Par rapport à 2002, les activités économiques en 2003 sont en hausse.

En ce qui concerne la stagflation, il s'agit d'une apparition simultanée de la hausse générale des prix et d'un ralentissement de la croissance économiques.

## **Partie 2/ Suivi de l'inflation**

### **2-1 Mesure de l'inflation par l'Indice des Prix à la Consommation**

L'IPC est un indice synthétique qui sert à mesurer l'évolution de la contre-valeur monétaire d'un panier de consommation des ménages (coût de la vie). Il exclut les exportations, les prix des investissements et les intérêts des crédits.

### **2-2 Le suivi des IPC par l'INSTAT**

L'INSTAT est chargé du suivi des prix à la consommation. Pour ce faire, ces agents collectent des informations à partir des 10100 relevés mensuels auprès de 1366 points de vente repartis dans les 6 chefs lieu des provinces de Madagascar. Grâce aux achats des denrées vendues en unité non standard, ces relevés tiennent compte des possibles marchandages et des variations masquées des prix. En effet, la pesée permet d'obtenir les prix au kilogramme des biens. Il s'agit d'un indice de type Laspeyres dont le panier de consommation provient de l'Enquête Prioritaire auprès des Ménages de 1999 (EPM-99). La nomenclature retenue dérive de la classification internationale COICOP. Les prix de base ont été calculés à partir des moyennes des prix de janvier 2000 à décembre 2000. Actuellement, l'indice d'ensemble est la moyenne pondérée, selon les valeurs des consommations, des indices des quatre villes à savoir Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa et Toamasina..

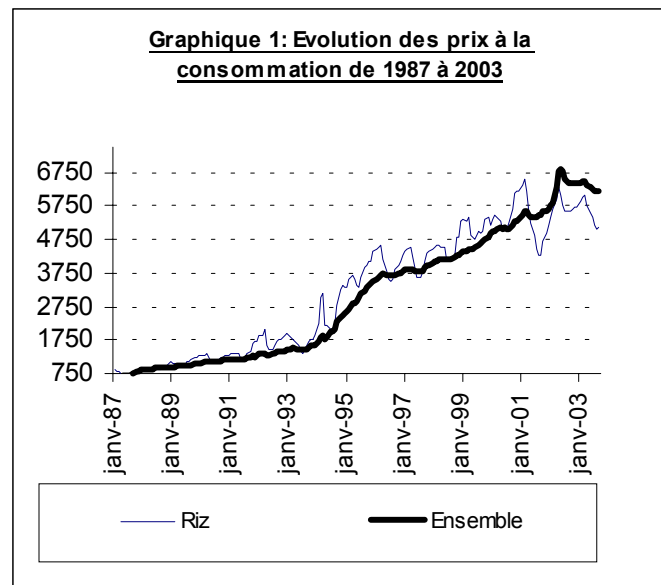
## **Partie 3 Variation des prix à la consommation**

### **3-1 Saisonnalité infra annuelle**

Les indices des prix à la consommation font partie des séries chronologiques qui comportent des tendances et des saisonnalité. Théoriquement, la saisonnalité des prix sont les fluctuations sinusoïdales des indices autour d'une tendance qui est fonction du temps. Dans la pratique, l'amplitude et la périodicité des fluctuations peuvent être variables au cours du temps. Ceci s'explique par les causes des saisonnalité.

Au vu de son importance, la première cause de la saisonnalité des indices des prix est la disponibilité des produits alimentaires en général sur le marché. En particulier, pendant la période septembre-février, l'offre de riz sur le marché diminue. Ce qui provoque une tension à la hausse. Par contre, pendant la période mars-juillet, le riz est relativement abondant. Ses prix tendent à baisser. Par effet mécanique et effet d'entraînement, l'indice d'ensemble tend à baisser. Il en est de même des variations des prix des fruits. Etant donné leurs faibles pondérations et leurs caractères moins stratégiques, l'effet de la saisonnalité des prix des fruits sur 'indice d'ensemble n'est pas significatif.

Les événements périodiques tels que la rentrée scolaire, les fêtes de fin d'année, ont aussi des effets saisonniers sur les prix à la consommation. Enfin, il y a les saisonnalités des autres grandeurs économiques en liaison avec les prix à la consommation. Ces dernières causes de saisonnalité sont difficiles à percevoir.



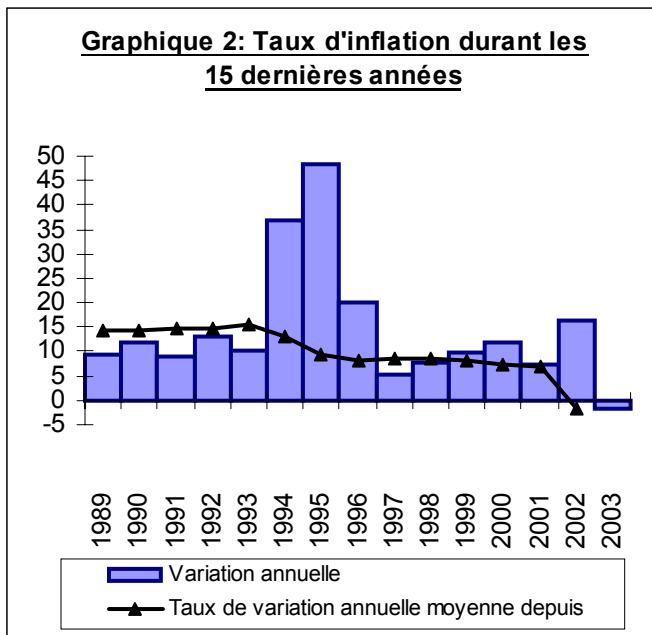
Source: INSTAT/DSM/SPC

### **3-2 Tendence pendant les 15 dernières années (1988-2003)**

De 1988 à 2003, l'inflation à Madagascar a connu 2 périodes d'hyperinflation. La première est celle qui a suivi la mise en place du flottement de la monnaie nationale sur le marché interbancaire des devises. La dévaluation<sup>3</sup> du fmg qui s'ensuivait a causé une hausse des prix des biens de consommation importés et des intrants importés. Par effets d'annonce, mécaniques, entraînement et anticipation, cela s'est traduit par une hausse générale des prix de +36,9% entre 1993 et 1994, +48,5% l'année suivante et +20,0% entre 1995 et 1996. Les instabilités politiques et la mise en veilleuse des relations avec les partenaires financiers internationaux ne sont pas étrangères à cette période d'hyperinflation.

<sup>3</sup> Le taux de change s'est rapproché du taux sur le marché parallèle et informel qui reflétait mieux le taux de change réel et le taux d'équilibre entre offre et demande de francs français.

La seconde période est celle de 2002. La hausse des prix à la consommation entre 2001 et 2002 atteignait +16,5%. Cette dernière possède un caractère relativement conjoncturel. En effet, la rupture de stock en carburant qui est un produit stratégique, surtout dans la Capitale, et le ralentissement des relations commerciales entre les différentes localités de l'île ont provoqué une hausse généralisée des prix. Ensuite, la normalisation de la situation politique au début du second semestre a entraîné des retours par étape à la "normale" des activités économiques. De plus les relations avec les partenaires financiers internationaux reprenaient rapidement.



Source: INSTAT/DSM/SPC

### 3-3 Variation récente des IPC (année 2003): baisse de -1,6%<sup>4</sup> entre 2002 et 2003

D'après les dernières projections de fin octobre 2003, les prix à la consommation enregistreront une baisse avoisinant -1,6% entre 2002 et 2003. Ceci ne signifie pas une déflation. Cette situation reflète un retour à une évolution "usuelle". En prenant comme référence l'année 2001, la hausse des prix est de +14,6%, soit une variation annuelle moyenne de +7,1%. Il faut noter que le taux d'inflation annuel variait entre +7,4% et +11,8% pendant la période 1998-2001. Le glissement annuel en fin de période sera de 1,5% sous l'hypothèse d'une même tendance entre l'évolution d'octobre à décembre des années 1995 à 2001 et de l'année 2003. La baisse continue des prix du riz (de -14,6% entre mars 2003 et août 2003) contribue la plus à cette baisse d'ensemble. Cette baisse a été favorisée par les efforts entrepris dans l'amélioration des infrastructures routières, notamment celle menant à Ambatondrazaka. En effet, quand les producteurs sont désenclavés, une augmentation de la concurrence contraigne les collecteurs à réduire leur marge. A part cela, il y a aussi les différentes mesures qui ont favorisé la baisse des prix, comme la suppression des taxes sur les différents produits, la dotation en équipements scolaires qui atténue les tensions inflationnistes de la rentrée. Par ailleurs, en l'absence d'une hausse subite et importante des taux de change et des prix du carburant, les prix à la consommation n'ont pas enregistré des hausses mensuelles significatives.

<sup>4</sup> Prévision d'octobre 2003

### 3-4 Nature des liens entre taux de change et prix à la consommation

Le grand public sait qu'il y a au moins une corrélation entre l'évolution à long terme du taux de change et celle des prix. S'agit-il d'une simple corrélation ou d'une causalité ? La réponse à cette question est qu'il s'agit bien d'une causalité réciproque.

Lorsque l'évolution du taux de change (hausse ou baisse) dépasse un certain seuil, cela provoque un effet quasi mécanique sur les prix des produits importés. En effet, les prix à la production des articles importés sont évalués en monnaies étrangères (en l'occurrence en devise). Sous l'hypothèse de stabilité des prix FOB mais d'une variation du taux de change, les opérateurs nationaux doivent réviser leur tarifs qui sont en franc malgache afin de ne pas accuser trop de pertes (dans le cas d'une dévaluation) ou afin de gagner plus de compétitivité (dans le cas d'une réévaluation). Par la suite, il y a aussi le groupe des biens échangeables qui est constitué des produits importés, des produits d'exportation et des produits locaux soumis à une concurrence directe des produits importés (tel est le cas des riz locaux). A cause des arbitrages et de la concurrence, les prix des biens échangeables sont aussi à moyen terme soumis à la pression des évolutions du taux de change, à un degré moindre que celle sur les produits importés.

Par ailleurs, lorsqu'une différentielle des taux d'inflation apparaît entre Madagascar et ses principaux partenaires, le taux de change réel tend à ramener l'équivalence en terme de francs constants (c'est à dire la valeur de chaque unité monétaire corrigée par les taux d'inflation). Dans un régime de change flottant, le taux de change nominal s'apparente au taux de change réel. Ainsi, une différentielle d'inflation provoquera une pression sur le taux de change. Ceci n'est qu'une simplification de la réalité puisque sur le marché monétaire, les devises sont aussi des biens soumises à la loi de l'offre et de la demande.

### 3-5 Variation masquée des prix à la consommation

A Madagascar, malgré les réglementations en vigueur, nombreux sont les biens et services vendus avec des unités non standard ou sans une norme de qualité. Il en est ainsi des produits vendus en tas ou des services dont la qualité varie selon les conjonctures. Une variation masquée des prix se traduit par un prix affiché fixe mais une variation de la quantité ou de la qualité correspondante. Elle peut aussi bien être une baisse ou une hausse du prix effectif.

Prenons deux exemples pour l'illustration:

- 1- Pour une quelconque raison, les prix d'un tas de feuilles de manioc restent inchangés mais c'est le poids de ce même tas qui varie selon la saison.
- 2- Si une nouvelle réglementation exige que l'on améliore la qualité des services de transport en commun, cela veut dire qu'au même tarif, le prix effectif de ce service a diminué.

Afin d'amoindrir les variations masquées des IPC, les services techniques de l'INSTAT procèdent à des achats des produits vendus en unité non standard lors des collectes de données. Par ailleurs, on évalue les changements de caractéristiques des biens et services. Malgré cela, il reste des variations masquées difficiles à évaluer faute d'expertises techniques (telles que les

possibles variations des qualités des farines et d'huiles utilisées pour les beignets). On suppose que la résultante de tous les résidus non calculés des variations masquées est nulle.

### 3-6 Les possibles effets d'une variation du prix d'un bien ou d'un service sur l'indice des prix d'ensemble

Lorsqu'un bien ou un service enregistre une variation de son prix moyen, l'effet total de cette variation sur celle de l'ensemble du panier de consommation se décompose en trois éléments à savoir l'effet mécanique, l'effet d'annonce et l'effet d'entraînement.

- L'effet mécanique est la plus simple à mesurer puisqu'il n'est que fonction affine croissante de l'importance de la variation du prix du bien en question et de sa pondération dans le panier. L'effet mécanique est immédiat. Si le prix du riz enregistre une baisse de -10%, comme le riz constitue 14,8% de la valeur du panier d'ensemble, et que l'indice des prix du riz en juin 2002 est de 104,9, alors cela aura comme effet mécanique une baisse de -1,17% de l'indice des prix à la consommation.

- L'effet d'annonce peut être anticipatif, réactif ou même spéculatif. Si on prévoit une variation des prix d'un bien ou qu'on connaît que ce prix a réellement varié, cela amène les offreurs à rectifier leurs prix de vente ou leurs tarifs. L'effet d'annonce dépend de la fluidité des informations, de leurs crédibilités et aussi des impacts psychologiques qu'elles puissent provoquer.

- L'effet d'entraînement est dû au fait que ce bien est aussi utilisé comme consommation intermédiaire dans la production d'autres biens et services. Lorsque les variations sont cumulatives ou sont assez significatives, les producteurs doivent revoir leurs propres prix ou tarifs. Malgré le fait que la pondération des énergies n'est que de 9% dans le panier d'ensemble, une hausse des prix des énergies aura toujours une répercussion nettement plus importante que son effet mécanique.

Les deux derniers effets sont difficiles à évaluer du fait du nombre élevé des variations et des caractères temporels de ces effets.

### 3-7 Impact de l'enclavement

L'enclavement d'une localité a pour conséquence des disparités des niveaux de prix par rapport aux grandes localités. Les marges commerciales et les frais de transport font que les prix des biens, parfois primaires, produits dans cette localité sont nettement en dessous des prix dans les grandes villes alors que les prix des biens transformés y sont très élevés.

### 3-8 Impacts attendus des détaxations

Impacts mécaniques

Une politique de détaxation vise à réduire les prix des biens afin que la demande, notamment en bien d'équipement, augmente pour une meilleure productivité et une relance économique. Si on suppose que les gains en coût d'acquisition est répercuté par les commerçants sur les prix à la consommation, les prix à la consommation de certains biens d'équipement devrait baisser au alentour de 20%. L'impact mécanique de cette baisse sur l'indice des prix à la consommation serait une baisse de -1,2%. Ceci n'est que l'impact mécanique, les interactions entre les activités économiques et les indicateurs macroéconomique étant très complexe, une simplification consiste à utiliser un modèle d'équilibre général calculable.

### Résultat d'un MEGC<sup>5</sup>

Les prix des biens d'équipement ont baissé. Les branches qui utilisent des équipements mais qui ne sont pas concurrencées par ces produits importés vont produire plus. Elles vont alors offrir plus d'emplois. Tel est le cas des branches : "riz", "mine", "pétrole", "alimentaire formelle" et "zone franche". Comme les différents types de stocks de travailleurs sont mobiles, ils y sont attirés. c'est ainsi que les autres branches vont voir leur production chuter (Surtout celles qui utilisent plus de services comme consommation intermédiaire et celles qui verront leurs demandes d'investissements baisser).

Tableau 1 Variations des prix simulées suite à la suspension des taxations des biens d'équipement

	Prix à la Conso mmation,	Prix Dom estiques	Prix à la Prod uction,
Riz – paddy	4,2	4,2	4,2
Autre culture	1,9	2,2	1,3
Elevage – Pêche Sylviculture	2,3	2,4	1,9
Mine –Energie – Eau	0,5	0,6	0,4
Pétrole	-0,7	-1,3	-1,1
Alimentaire – formel	0,7	0,9	0,8
Alimentaire – informel	4,1	4,1	4,1
Manufacturier – formel	-12,7	-8,0	-5,0
Manufacturier informel	-1,0	-1,0	-1,0
Zone Franche	-18,4	-18,4	-0,5
BTP formel	-6,0	-6,0	-6,0
BTP informel	-0,6	-0,6	-0,6
Service formel	-0,4	-0,7	-0,5
Service informel	-0,5	-0,5	-0,5
Commerce formelle	-1,1	-1,1	-1,1
Commerce informelle	0,4	0,4	0,4
Administration Publique	-0,7	-0,7	-0,7
Tourisme formel	-4,2	-7,6	-3,6
Tourisme informel	-1,6	-1,6	-0,8

Sources : INSTAT/DSM, simulation MADCGE

Ce Policy brief a été rédigé par Razafimanantena Tiaray, et a bénéficié des remarques et commentaires de Razafindravonona Jean, Randriambolamanitra Samuel et Randriamiarana Zaza.

<sup>5</sup> Modèle de statiques comparatives de type néoclassique basé sur la matrice de comptabilité sociale de 1999